

« L'actualité de la refondation communiste »

mercredi 25 juillet 2007, par [CANNAVO Salvatore](#), [TURIGLIATTO Franco](#) (Date de rédaction antérieure : décembre 2006).

Ce document alternatif a été préparé en vue de la prochaine Conférence d'Organisation de Rifondazione Comunista (29 mars - 1^{er} avril 2007). Il a été rejeté par la direction nationale des 16-17 décembre 2006, bien que soutenu par 14 voix. [Nous avons d'abord publié une version réduite de ce document. En voici maintenant la traduction complète.]*

Sommaire

- [Introduction](#)
- [Changer le monde, c'est \(...\)](#)
- [Les sujets de la transformatio](#)
- [Le Parti nécessaire](#)
- [Le Projet de la gauche européenne](#)
- [La fin d'un cycle](#)

Salvatore Cannavó, député

Franco Turigliatto, sénateur

Introduction.

1. La conférence d'organisation du PRC constitue une occasion de débat et d'approfondissement très important. Le parti se trouve en effet dans une situation très délicate : à l'intérieur d'un gouvernement qui ne réussit pas à opérer une réelle rupture avec les phases précédentes ; dans des mouvements qui oscillent entre la délégation aux instances politiques et l'attente d'une phase meilleure ; dans un cadre international en rapide mutation, où la phase de l'unilatéralisme étatsunien est en train de laisser place à une gestion multilatérale de la guerre, avec l'apport de l'Europe et de ses partis de gauche ; à la veille de décompositions et de recompositions de la gauche qui signalent la fermeture d'un cycle.

2. La conférence serait donc l'occasion pour un débat réel qui, sans refaire le congrès, ferait le point sur l'état du parti en relation avec sa ligne politique et son programme de travail en cours. Les premiers huit mois de vie du gouvernement Prodi offrent en effet des éléments de jugement indéniables. Sur cette base, on pourrait saisir dans quelle mesure l'état actuel du PRC découle de son orientation, dans quelle mesure le parti réussit à gérer « la lutte et le gouvernement », et à quels niveaux il faudrait introduire des améliorations ou des changements radicaux.

3. Le fait que cette conférence se déroule dans un cadre figé, sans réelle consultation des membres quant aux propositions nationales, et avec une limitation des options alternatives, ne nous alarme pas seulement sur le plan de la démocratie interne. Il nous fait penser qu'une occasion risque d'être perdue. L'objectif de ce document n'est pas de provoquer une confrontation interne entre des perspectives alternatives, ni de faire un discours sur la participation au gouvernement, mais d'offrir

un projet alternatif à celui de la majorité — centré sur le rapport hiérarchique entre Gauche européenne et PRC — qui établisse un lien solide entre le contenu et le contenant.

4. Nous estimons que la phase historique dans laquelle nous vivons exige un approfondissement du thème du changement possible, de l'actualité de la refondation et donc du sujet de ce changement. Et c'est dans ce sens que nous pensons au rôle du parti, aux moyens nécessaires pour transformer la société, et donc aux terrains indispensables de l'engagement militant. Un parti instrument, un parti nécessaire... Ce parti a été jusqu'à présent Rifondazione comunista, et nous pensons qu'il doit continuer à l'être. Son dépassement peut être positif s'il s'oriente vers un renforcement de son projet anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste, qui préserve les caractéristiques d'un parti militant. Dépasser le PRC pour construire des structures dépourvues d'âme ne nous intéresse pas et, moins que jamais, nous ne sommes intéressés à participer à d'hypothétiques « refondations socialistes ».

5. Après la phase de la résistance, après celle des mouvements, nous vivons aujourd'hui la « troisième phase de refondation » : celle-ci peut annoncer une dissolution tout comme représenter un immense pas en avant vers une refondation communiste qui continue à réfléchir à la révolution sociale et à une alternative à la gauche social-libérale. La voie du gouvernement ne contribue pas à faire avancer dans cette seconde direction, raison pour laquelle nous l'avons combattue et continuons à la combattre. Mais cette feuille de route reste notre boussole, comme le pensent de nombreux militant-e-s et membres de notre parti.

Changer le monde, c'est possible

La volonté de changements radicaux, qui caractérise les gauches alternatives dans l'histoire contemporaine, a réapparu avec le mouvement altermondialiste et à travers le slogan simple selon lequel « un autre monde est possible ». Changer le monde est possible, certes, mais aussi terriblement difficile. La vague du mouvement altermondialiste s'est soulevée dans la toute dernière période d'un siècle qui a vu l'affirmation d'abord, puis la faillite des plus grands espoirs de changement de l'ère contemporaine, celle du mouvement ouvrier de culture marxiste, particulièrement du communisme. Il n'était pas raisonnable de penser qu'une faillite aux effets aussi dévastateurs puisse être dépassée par un seul mouvement dont les caractéristiques étaient si spécifiques. Le stalinisme a détruit les espoirs du changement et si cette constatation fait aujourd'hui partie du patrimoine général et non plus de celui de quelques « hérétiques », c'est parce que son effacement a provoqué un tel désastre moral et idéal. Mais il serait erroné de tenter d'en faire remonter les causes à un présumé péché originel de la révolution d'Octobre, qui fut un acte collectif et une « émergence du cycle » qui fut successivement démantelé en tant que phénomène politique puis social par le stalinisme. Oublier cela, rendre insignifiant cet événement, signifierait violer la mémoire des « vaincus », de ceux qui depuis le XIX^e siècle se sont battus pour l'émancipation des opprimés, pour la libération, pour la révolution. En même temps, il apparaît évident aujourd'hui, que les dégénérescences, les mutations, les effondrements et les abjurations qui ont décomposé le mouvement ouvrier n'ont pas conduit pour autant à la résignation à l'oppression et à l'injustice. Le mouvement antiglobalisation a montré surtout cela.

Et ce n'est pas un hasard si, dans d'autres parties du monde, la volonté de changement, l'actualité même de la révolution, n'est pas seulement proclamée, mais qu'elle a rendu possibles des victoires importantes et des tentatives de transformation radicale de l'ordre des choses. Nous pensons au Venezuela de Chavez, à la Bolivie de Morales, à la nouvelle vague de batailles et de succès politiques qui traversent l'Amérique latine et qui sont les fruits de ces saisons qui ont vu renaître, en particulier sur ce continent, à Porto Alegre de même qu'à Quito, à Caracas, à Buenos Aires, au

Chiapas, des espoirs de révolution.

Nécessité de la révolution

Le capitalisme de ce nouveau siècle est en constant changement : il élargit ses champs d'intervention au vivant, étend son contrôle à tous les domaines du savoir, modifie ceux qui lui sont soumis en les atomisant et en les assujettissant à sa domination hiérarchique. C'est un capitalisme toujours plus global, dont l'action internationale est structurée par les grandes concentrations de pouvoir économique et financier, dans le but de tirer le maximum du marché mondial pour augmenter ses profits. Malgré ce changement constant, les lois fondamentales qui en règlent l'action et surtout les contradictions de fond restent cependant pour l'essentiel inchangées : candidat à accroître la richesse matérielle et immatérielle du monde entier, le capitalisme continue à être caractérisé par l'appropriation privée de la richesse produite et par la misère croissante d'un nombre toujours plus grand d'hommes et de femmes. Son fonctionnement intrinsèque, l'accumulation des marchandises et de l'argent au détriment de l'intérêt collectif, le rend non modifiable et non réformable. La possibilité d'un compromis avec lui, quelle que soit sa dynamique, a été démentie historiquement plusieurs fois. La social-démocratie du XX^e siècle, de même que les partis communistes comme le PCI, ont essayé de trouver les voies d'un compromis social fondé sur les forces productives. Ces projets ont échoué misérablement, provoquant la perte de conquêtes antérieures, la dégradation des rapports de force sociaux, mais aussi la perte de sens et d'espoir. L'évolution négative du PCI, l'alignement total et définitif de la social-démocratie internationale sur le schéma social-libéral, la corruption morale et matérielle de tant de partis de la gauche internationale, résultent de cette illusion de fond.

Pourtant, la nécessité d'une rupture ne signifie pas automatiquement que la révolution soit à portée de la main. L'horizon semble fermé et les conquêtes partielles paraissent beaucoup plus difficiles, parce que la révolution a disparu de l'horizon des choses possibles. Pour recommencer à espérer, une intelligence collective a besoin de reprendre le fil de la révolution dans le sens de son actualité, parce qu'il n'existe pas de réformes possibles sans une perspective révolutionnaire. Repenser la révolution aujourd'hui, c'est avant tout poser le problème de la reconstruction des conditions d'un protagonisme constituant, ce nouveau mouvement ouvrier dont nous avons parlé, sans déterminer encore les conditions fondamentales de sa renaissance. Un parti communiste conçu pour la révolution sociale aujourd'hui a comme objectif central cette reconstruction.

Les sujets de la transformation

« Éloge de l'opposition »

Proposer comme objectif politique la construction d'un nouveau mouvement ouvrier revient à dire que la reconstruction du protagonisme est l'authentique horizon stratégique.

Pour cette raison, la perspective de gouverner en collaboration avec des forces social-libérales qui visent à améliorer l'existant n'a vraiment aucun sens. Aujourd'hui les gauches radicales, anticapitalistes et/ou révolutionnaires devraient faire plutôt « l'éloge de l'opposition », non pour préserver une pureté abstraite mais pour maintenir intactes leur crédibilité et la possibilité effective de contribuer à la reconstruction d'un protagonisme de la transformation. Le sujet dont on a besoin est donc un sujet pluriel, animé de parcours différents, de cultures entremêlées, mais qui, à un certain point, est capable de se doter d'une stratégie de dépassement de ce qui existe. Quelques expériences latino-américaines montrent aujourd'hui qu'un tel parcours n'est pas abstrait, mais possible et concret. L'intégration dans un programme, dans une bataille, dans une perspective commune, du syndicalisme ouvrier, des cultures indigènes et des instances du mouvement

antiglobalisation est le mélange qui explique, par exemple, une partie des succès de Morales en Bolivie ou de Chavez au Venezuela.

Mouvements et auto-organisation

Le mouvement altermondialiste a constitué une grande opportunité pour réaliser un parcours fécond de recomposition sociale. Dans le lit de son projet radical — « un autre monde est possible » — différents sujets, différents modes de relations au monde existant et à l'oppression, ont trouvé des formes et des contenus partagés pour construire une lecture du monde et une grammaire possible de la transformation. Ce parcours est seulement à son début et affronte un obstacle difficile : l'héritage d'une défaite historique qui fait paraître exténuant l'effort de recommencer. Néanmoins, le « mouvement des mouvements » a représenté un espoir et une direction à suivre : le développement de ses potentialités représente un objectif précieux.

Pourtant, si ses potentialités découlent des événements qui se sont produits dans les dernières années, en même temps, elles doivent pouvoir se transformer en mouvements réels autour de conflits, de revendications, d'objectifs partiels qui donnent sens à des parcours concrets d'auto-organisation et de participation. Les mouvements ne peuvent pas être confondus avec leurs groupes dirigeants ni avec les forces organisées qui les animent, mais ils sont réels et durables lorsqu'ils conduisent à former un protagonisme « constituant ». On évoquera la population mobilisée autour du « Non Tav » [Non au train à grande vitesse reliant Turin à Lyon], les étudiants français contre le CPE [contrat première embauche que le gouvernement français a été forcé d'abroger en 2006], les mouvements indigènes d'Amérique latine. Le mérite du « mouvement » antiglobalisation est d'avoir donné voix à tous ceux-là et d'avoir construit l'« espace politique » nécessaire à leur action. Leur recomposition en un projet unitaire reste cependant un objectif d'avenir.

Recomposer le social pour atteindre l'existant

Le nouveau mouvement ouvrier est aujourd'hui articulé, fragmenté et dispersé comme jamais au cours de son histoire. Des différenciations de genres, de nations, de générations, de lieux de production désintégrés rendent beaucoup plus difficile la recomposition d'un déploiement unitaire et déterminé dans les luttes, en mesure de retrouver un parcours synthétique pour un changement de système. Pourtant, celle-ci reste l'unique route possible pour actualiser un projet révolutionnaire. La recomposition d'un sujet unifié, à partir de sujets dispersés par la logique du capital, reste l'objectif décisif d'une gauche anticapitaliste.

Malgré sa dispersion et sa relative invisibilité, le travail dépendant continue de croître, tandis que sa part dans la distribution générale des revenus décroît. De même, les droits, les protections sociales, les conquêtes obtenues au cours d'un siècle de batailles s'érodent. Le travail dépendant — dans sa plus vaste acception : pas seulement lié à la production de biens matériels mais aussi à celle de biens immatériels et/ou au travail intellectuel (formation, information, etc.) — se trouve donc dans une position latente de fragmentation. Celle-ci découle de la phase actuelle de l'accumulation capitaliste, de sa projection globale, ainsi que du rôle pervers du procès de délocalisation, non seulement vers des pays tiers mais aussi à l'intérieur d'un même pays. Ce changement de localisation au sein du système productif n'a pas seulement des effets matériels sur la force objective des revendications des travailleuses et travailleurs, mais pèse aussi sur la perception subjective de sa propre fonction sociale, en augmentant le degré de perte de confiance, la difficulté de mener l'activité syndicale, la sensation que la force des patrons est incontestable, la difficulté d'une expérience collective de lutte et de revendication pour ses droits. L'atomisation du sujet — des sujets prolétariens — détermine un recul du niveau de combativité de classe, qui ne s'est pas maintenu par hasard à un niveau élevé dans les secteurs traditionnels. En effet, ceux-ci occupent encore une place centrale dans l'appareil productif, où ils maintiennent une concentration qui

découle de leur poids spécifique : ouvriers de l'industrie des machines, des transports, de l'énergie, des communications, etc.

La fragmentation qui agit rapidement au cœur du système de production contemporain en le segmentant se répercute deux fois plus vite en dehors de celui-ci avec la croissance d'un sujet précarisé qui entre et sort de la production, matérielle et immatérielle, et qui constitue une sorte de zone grise, sans droits, ou avec des droits réduits au minimum vital, sans perspectives, sans futur. Une armée industrielle de réserve en termes modernes, qui confirme une intuition centrale de la pensée de Marx et qui explique une grande partie de la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier.

Les campagnes sociales

Un projet de recomposition passe évidemment pour la capacité d'activer des conflits et des campagnes sociales qui sortent de la logique du « mouvement-événement » pour essayer d'expérimenter sérieusement l'auto-organisation et la participation démocratique autour d'objectifs que l'on peut chercher à atteindre et vérifier.

La campagne fondamentale est évidemment celle contre la guerre, parce c'est aussi contre la guerre que le protagonisme en formation construit un point de vue alternatif, la paix, qui combine de façon non fortuite l'éthique et la politique. La guerre devient endémique à l'époque de la globalisation capitaliste et de sa crise. Elle assume la face violente et arrogante de l'unilatéralisme étatsunien, mais aussi celle plus dissimulée, mais non moins agressive, du multilatéralisme euro-atlantique estampillé OTAN. L'Afghanistan est l'expérimentation la plus évidente d'un projet impérialiste « concerté » entre l'Europe et les États-Unis, dans lequel la « lutte contre le terrorisme » devient le prétexte d'une opération de contrôle et de domination des ressources énergétiques et des voies stratégiques pour l'hégémonie géopolitique. La bataille pour la paix passe aussi par la lutte contre cette stratégie : le retrait des troupes d'Afghanistan, la paix au Moyen-Orient pour un État palestinien, la réduction des dépenses et des obligations militaires, la fermeture des bases sont des jalons essentiels de ce projet. Et un mouvement qui ne saurait pas trouver l'unité de telles revendications communes serait évidemment à la merci d'instrumentalisations.

À côté du NON à la guerre il y a le NON à la précarité, mouchard de la crise capitaliste et emblème de la condition moderne de classe. Le 4 novembre a montré les potentialités qui existent sur ce versant : pour les recueillir et les développer, il faut poursuivre la mobilisation sans se faire attirer par la tendance à l'utiliser comme soutien au gouvernement, mais avec l'objectif d'un mouvement autonome, diffus et combatif. Les comités « Stop précarité » sont utiles pour unifier les luttes et les expériences, aussi au travers d'expériences de confrontation nationales dissociées du cadre politique. Ils sont utiles à une nouvelle politique syndicale — débarrassée de la nouvelle concertation de la CGIL, de la CISL et de l'UIL [1]. La construction d'une gauche syndicale dans la CGIL, les expériences plus avancées du syndicalisme confédéral, comme la FIOM [2], et les organisations syndicales de base représentent aujourd'hui les lieux de construction de la gauche syndicale.

La lutte contre la précarité et la recomposition sociale vit si la lutte avec – et des – les migrant(e)s vit aussi. Bataille pour les droits égaux, pour unifier les conditions des travailleuses et travailleurs en dépit de la couleur et de l'appartenance culturelle ; pour éliminer le nouvel esclavagisme produit par la fermeture des frontières et les politiques des flux contrôlés ; pour construire une citoyenneté vraiment universelle.

La recomposition d'un protagonisme de la transformation passe ensuite aussi par la requalification des services publics à partir de la défense de leur caractère universel et donc de l'opposition aux projets de privatisation. Défendre les « biens communs » et services à caractère général — transports, énergie, communications — attaqués par le capital privé, comme Alitalia, offre le moyen

de nourrir une culture de la gestion publique contre l'intérêt privé.

Un sujet féministe

Le protagonisme que nous voulons construire doit être le fait de femmes et d'hommes. Les femmes ne fuient pas les responsabilités de la politique : elles ont été très nombreuses dans les mouvements, sont souvent à la tête des initiatives de protestation, ont accouru les premières dans les lieux de guerre, se pressent dans chaque type de volontariat possible. Les femmes fuient les structures dans lesquelles la politique se réduit à des luttes de pouvoir. Une « question » féministe est posée depuis longtemps, c'est pourquoi le défi de sa diffusion est plus urgent et nécessaire. Il s'agit d'écouter les voix différentes d'une autre histoire, avec laquelle le mouvement ouvrier du XX^e siècle n'est jamais parvenu à faire les comptes jusqu'au bout. A leur manière, ces voix racontent l'avènement d'un sujet de libération invaincu, en dépit de l'ascension des intégrismes et de la réaction néoconservatrice.

Le Parti nécessaire

Le Parti : un instrument

Le parti n'est pas le sujet destiné à prendre le pouvoir ; il n'est pas non plus le lieu de l'alternative sociale. Il est un moyen indispensable pour construire la mobilisation collective de masse, pour soutenir la formation d'institutions démocratiques nouvelles et alternatives à celles qui existent, et pour rendre possible l'auto-organisation des protagonistes du changement. C'est un fil conducteur des luttes, un porteur de mémoire et de conscience, qu'il n'introduit pas de l'extérieur mais qu'il met à disposition de l'unique sujet porteur de la transformation sociale : le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses.

Si « l'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » il est évident qu'il ne peut y avoir de parti devant ou au-dessus des masses. Le parti est un moyen, non un fétiche. Il est le moyen que les classes subalternes ont construit elles-mêmes au prix de sacrifices énormes. Il est le bastion de la résistance lorsque la lutte commence à refluer, et le moyen par lequel — souvent, mais pas toujours — la lutte reprend. Il est le fil commun qui lie une époque à une autre, le lieu où des générations de communistes se transmettent l'expérience, le dépositaire du patrimoine intellectuel du mouvement ouvrier et de ses élaborations, ainsi que le moyen de réagir à l'intoxication idéologique dominante. Il est l'instrument de la construction d'une vision alternative de la réalité, supérieure à l'élaboration individuelle ou épisodique. Pour cela, le parti est à la fois mémoire et conscience : mémoire de ce qui s'est produit, des défaites subies et des victoires possibles ; et conscience du rôle qu'une classe a au sein de la société, de ses ambitions et de ses possibilités. La bourgeoisie a pu plus facilement se doter de partis, voire aussi d'autres moyens de substitution utiles à la défense de ses propres intérêts parce que, comme classe dominante, elle est détentrice de moyens matériels et idéologiques, au-delà même de son pouvoir économique et politique, qui la rendent consciente immédiatement de ses intérêts collectifs et des moyens utiles pour les préserver dans les diverses phases de la lutte de classe.

La conscience qui se forme dans le parti n'est pas une matière qui peut être instillée artificiellement dans le mouvement de masse ou dans les secteurs plus vastes de la classe, que ce soit le syndicat ou les associations. Cette hypothèse a fait son temps et n'a donné naissance qu'à des développements dans lesquels le grotesque a été couronné par la tragédie. La conscience sert à agir socialement, à être dans les mouvements, à construire des enracinements et des rapports symbiotiques avec les sujets qui assument un protagonisme réel, afin de vérifier nos hypothèses, de les modifier et de les corriger au feu des expériences concrètes. Le parti que nous voulons a cette vocation : il n'est pas le parti des appareils et des institutions.

C'est au sein du parti que l'on peut construire démocratiquement et collectivement une vision commune de la politique. Non pas en raison d'une obsession centralisatrice, mais parce que la politique consiste dans la coagulation de facteurs divers, imprévisibles et souvent invisibles à partir d'une position décentrée ou sectorielle. Le parti que nous voulons n'est pas le dépositaire de la théorie marxiste, mais le lieu dans lequel faire confluer et débattre les espaces théoriques du marxisme aussi différents que le féminisme et l'écologisme.

C'est un parti sexué. Pour cela, c'est est parti « dual », en mesure de représenter des hommes et des femmes. Tant que ce rapport ne prévaudra pas, ce ne sera pas vraiment un parti du genre. Ce point doit être contraignant dans la composition des organismes dirigeants.

C'est le parti dans lequel les jeunes ne sont pas relégués dans une sorte de réserve indienne, mais sont protagonistes directs de leur destin.

C'est un parti de lutte, non de gouvernement, qui se bat pour pouvoir changer le monde. Un parti qui est dans les mouvements, qui dialogue d'égal à égal sans ambition de dominer, mais en conquérant une hégémonie propre par les actes et la parole. C'est un parti qui donne de la valeur à cette fatigue quotidienne que représente le travail militant et sans lequel il n'y aurait pas de continuité dans les luttes, de transmission d'expérience, de conscience collective, de résistance et d'action. C'est un parti libertaire, antibureaucratique, démocratique et participatif. Un parti qui a été rarement vu dans l'histoire, si ce n'est épisodiquement, et qu'il vaut vraiment la peine de construire.

Les cercles d'intervention sociale

Un parti structuré en fonction des mouvements et des luttes est un parti qui apporte une attention particulière à la composition de classe et à la structuration des divers sujets du conflit. Pour cette raison, afin de développer les campagnes sociales, nous pensons qu'il serait utile de doter les « cercles d'intervention sociale » d'une forme particulière de centralisation. Historiquement, les cercles d'intervention sociale fondamentaux ont été des cercles ouvriers sur les lieux du travail ou des cercles territoriaux qui, à des moments historiques particuliers, ont pris part à d'intenses luttes sociales, mais qui souvent ont été transformés en des pseudo-comités électoraux.

Car la territorialité des cercles devrait être liée plutôt aux lieux d'intervention sociale et politiques des membres et non à leur seul lieu de résidence. Elle devrait être liée, par exemple, aux initiatives contre la pollution, à la défense et à la prise en charge par la collectivité des biens communs, etc. Dans de tels cas, les formes appropriées de la coordination des cercles, en fonction des thèmes et des luttes qu'ils mènent, sont nécessaires. La structuration du parti quasi uniquement en fonction des frontières administratives et communales favorise un processus d'institutionnalisation progressive. Mais même dans de tels cercles, il faut veiller à agir pour dépasser une activité concentrée uniquement sur la propagande électorale et l'activité au sein des institutions et chercher les terrains sociaux permettant de construire un enracinement social.

Aujourd'hui il faut certainement repartir à partir du cercle du lieu du travail, sachant cependant que souvent ces lieux de travail sont éclatés, distants les uns des autres, et qu'il est donc nécessaire de construire des cercles qui seraient socialement homogènes : des cercles des travailleurs des transports, de la communication, de la production industrielle, etc. A côté de tels cercles, il faut renforcer l'expérience, jusqu'à présent partielle, que constituent les cercles des travailleurs précaires, afin de tenter d'unifier ceux que l'organisation du travail tente de diviser. Les cercles de travailleurs et travailleuses migrant-e-s peuvent être des lieux d'organisation et de participation de ces derniers. Aussi importants sont les cercles des étudiants dans les universités et les écoles supérieures.

Il va de soit que tous ces cercles doivent être des lieux de discussion politique globale et collective, sans laquelle on n'évite pas la fracture, déjà existante en partie, entre ceux qui « courent et luttent » et ceux qui « font de la politique » (surtout institutionnelle), c'est-à-dire les groupes dirigeants.

A la recherche de l'innovation

Au cours de ces dernières années Rifondazione a expérimenté la soi-disant innovation. Terme vague, qui n'a jamais vraiment été défini, l'innovation a été utilisée pour régler les comptes internes et pour démanteler une certaine idée de l'organisation du parti en théorisant, et en pratiquant, l'abolition de la responsabilité d'organisation durant toute une période. Cette orientation s'étant révélée sans issue, lors du dernier congrès nous sommes revenus à l'ancien mode d'organisation, reprenant les vieilles méthodes... mais sans aucune autocritique. Pourtant il en faudrait de l'innovation, en particulier en ce qui concerne le rapport avec les nouveaux mouvements (où nous avons oscillé entre la théorisation de la désorganisation), la gestion des diverses pratiques, la générosité spontanée de centaines de militants du parti et l'indifférence de beaucoup d'autres.

Mais pour s'orienter vers l'intervention sociale, le parti doit dépasser la rigidité des bureaucratismes internes : ceux du rapport entre la base et le sommet ; ceux des départements et des commissions (qui sont souvent des lieux qui restreignent le débat et les initiatives) limités aux seuls fonctionnaires ou aux militants les plus volontaristes et disposant de plus de temps ; ou ceux générés par un débat qui ne porte jamais sur les propositions claires, vérifiables dans la pratique et permettant de tirer des bilans et de réaliser des rectifications, des corrections, voire de véritables tournants si cela s'impose. On en revient ainsi toujours au débat collectif, surtout au sein du cercle qui est trop souvent privé de la possibilité de discuter et d'intervenir, et donc de prendre des initiatives ; on revient encore à la collectivisation véritable des projets, à leur partage entre toutes et tous, à la méthode de travail. C'est là que les instruments du travail sectoriel, jouissant d'une autonomie de l'initiative, militants reliés à l'organisation au niveau citadin et national, ouverts à des contributions extérieures et à des apports partiels, prennent toute leur importance.

Un parti pluriel

Quinze ans après l'effondrement du mur, la disparition du PCI et la fin du stalinisme, il est encore difficile de vivre sereinement la condition d'un parti qui associe en son sein des positions, des parcours et des identités différentes. L'étiquette de « courant » est attribuée dans le but de dénigrer et de priver de légitimité la diversité qui s'oppose au projet majoritaire, parfois radicalement. C'est pourtant la réalité qui impose de telles situations : même le parti le plus homogène possède en son sein des différences, des cheminements ou des couleurs divers qui le constituent et le divisent en attitudes différentes et/ou alternatives. Au lieu de nier cette réalité, il faut la régulariser pour en tirer profit. Car lorsqu'on la nie, cela conduit souvent à la forme la plus négative des courants, qui au lieu d'être liés à des plates-formes alternatives sont porteurs de logiques personnelles et/ou de pouvoir. Alors l'unique « courant » victorieux est celui porté par les institutions ou par l'appareil. C'est ce qui s'est déjà passé dans Rifondazione.

La majorité a bien sûr le plein droit de poursuivre sa ligne, mais une minorité a aussi le droit de faire connaître ses positions et de les vérifier dans la pratique pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les buts et l'idéal sur lesquels le parti fonde son existence.

La majorité doit disposer de tous les instruments lui permettant de mettre en pratique sa politique. Mais elle ne peut pas limiter l'accès des minorités à la pratique. Ceci se traduit par la possibilité d'être représenté dans les organismes exécutifs, dans les responsabilités de direction, dans les représentations institutionnelles, au sein desquelles le droit au désaccord ne peut être nié. Un parti n'est pas fondé sur la discipline abstraite mais sur un principe de responsabilité.

Ce sont là les raisons rendant nécessaire une réforme de la structure du parti. Outre la Commission politique nationale et la Direction nationale — les organismes de direction effective, pluriels et représentatifs — les minorités devraient être insérées dans les charges exécutives au sein d'un Bureau politique pluraliste, constituant le lieu de dialogue entre les diverses options, tout en laissant à la majorité la possibilité de se doter d'un secrétariat de travail homogène. Il est clair que l'expérimentation d'un exécutif auprès de la direction, décidée lors du dernier congrès de Venise, peut être considérée comme ayant fait faillite et cela pour une raison de fond : il s'agissait d'une tentative maladroite de vider de leur rôle les instances élues pour constituer un équilibre du parti centré quasi exclusivement sur sa majorité. Ce n'est pas un hasard si toutes les minorités s'y étaient opposées lors du congrès. La suite leur a donné entièrement raison.

La démocratie n'est pas une option

Si le projet fondamental est de transformer l'existence, d'œuvrer à la réaffirmation des protagonistes de la transformation, alors le parti doit être construit dans ce but et en respectant les rythmes correspondants. Et la démocratie doit être sa caractéristique première. La démocratie d'un parti ce n'est pas seulement la possibilité de voter les documents, de tenir régulièrement des congrès, d'être à l'écoute des instances de base. C'est une forme d'organisation au sein de laquelle l'orientation générale se forme collectivement, de manière participative, avec un véritable va-et-vient entre les organismes dirigeants et les militants. C'est l'ingrédient principal de la construction d'un parti qui se fait au travers des luttes, qui est un protagoniste réel des mouvements et des conflits et qui, avant tout, est en mesure de réfléchir collectivement sur les expériences, de tirer les leçons collectives des défaites qu'il subit et de ses rapports à la société actuelle. C'est un parti qui est capable de réaliser une enquête sérieuse collectivement, et non en la confiant à un département spécialisé ; qui analyse la composition de classe et peut répondre aux besoins pressants ; un parti qui se structure pour être capable d'intervention sociale.

Il s'agit donc d'un parti avec peu de permanents salariés, autant que possible élus et non nommés d'en haut, sachant réaliser la rotation en garantissant à temps leur réinsertion dans le monde du travail, qui aligne les traitements et salaires sur les conditions moyennes du travail. D'un parti qui combat la propension à l'institutionnalisation en valorisant le militantisme et en reléguant à l'élection « la délégation dans les institutions ». De là devrait dériver la règle, générale et non modifiable, limitant l'éligibilité à deux mandats, interdisant leur cumul, imposant le respect absolu du versement au parti de la part adéquate des rétributions électives.

Finalement une proposition provocatrice, mais qui si elle était réalisée représenterait une rupture radicale avec la mise en spectacle de la politique et des dirigeants : il faut dépasser le statut de secrétaire du parti et se doter d'un organe dirigeant réellement collectif, doté de trois porte-parole, dont au moins une femme, qui présenterait l'image plurielle et collective d'un parti moderne.

Un journal vivant

Un parti comme Rifondazione ne peut se passer d'un journal quotidien. L'apport de Liberazione est important et il a permis au PRC de faire entendre sa voix lorsque l'isolement était total et la communication de gauche inexistante. En même temps, un journal doit être un moyen vivant, ouvert, pluriel, et non un pur organe du parti, réplique d'une ligne qui est trop souvent seulement l'opinion d'un ou de quelques dirigeants. Un journal est utile s'il est substantiellement l'expression d'un « point de vue », s'il délimite un espace, celui de la gauche anticapitaliste, et des mouvements environnementaliste et féministe, avec une vocation internationale, en rapport avec la réalité, qui offre les analyses et les moyens pour s'orienter et pour construire notre influence globale. Un journal est utile s'il est autonome par rapport au gouvernement, s'il est capable de donner la parole à toute la diversité du monde de la gauche anticapitaliste et antilibérale bariolée, un journal qui

parle du parti non pour ce qu'il dit mais pour ce qu'il fait, de ses initiatives, du travail collectif réalisé, de son engagement et de celui de ses militants.

Mais en dehors du journal, le PRC doit savoir utiliser les divers moyens de communication moderne : la radio, les sites internet, la TV digitale sont des instruments auxquels il faut prêter une attention constante, organisée, vérifiable et quantifiable économiquement.

Le Projet de la gauche européenne

La fin d'un cycle

Au moment même où Rifondazione « prend le pouvoir », entrant dans une dimension gouvernementale, il accomplit un saut qualitatif par rapport à son histoire. Au-delà des opinions divergentes, c'est la fin d'un cycle : Rifondazione n'est et ne sera plus comme avant.

Trois facteurs concourent au caractère exceptionnel de ce tournant politique :

- **Le gouvernement** : Rifondazione choisit pour la première fois de se placer dans le gouvernement du pays en s'alliant — et en en théorisant la nécessité — avec la bourgeoisie plus ou moins progressiste dans un pacte social renoué. Il s'agit d'un tournant majeur dans l'histoire du parti et dans la culture même du projet de transformation ; tournant qui crée désorientation et confusion du fait des choix négatifs que le gouvernement Prodi a fait dans ses premiers mois. Cette orientation s'insère en outre dans un cadre stratégique qui rend irréversible l'alliance avec les forces du centre-gauche, en renvoyant l'autonomie du parti à un horizon abstrait et idéal.

- **L'innovation culturelle** : la « nouvelle culture politique » a été essentiellement le fruit de la volonté de la majorité et pas le résultat d'un processus partagé. Née dans la juste, bien que tardive, prise de distance avec le stalinisme, l'innovation a progressivement assumé un caractère de rejet du XX^e siècle, de ses lignes directrices principales à partir de la révolution d'Octobre. Du reste, la dénonciation du stalinisme a toujours été présentée, soit comme un facteur éthique, soit comme la dénonciation d'un présumé péché originel, qui voyait dans 1917 et la « prise du pouvoir » l'origine d'un parcours involutif. De là découle le choix idéologique de la non-violence. Maintenir une réserve sur ce point ne signifie pas épouser la cause de la violence ; au contraire, la lutte contre la violence dans ses formes les plus insidieuses, à commencer par les relations patriarcales et machistes, y compris au sein du parti, demeure une priorité. Mais il s'agit plutôt de conserver une préoccupation constante par rapport à la logique politique dont la violence est l'expression, par rapport à cette tentative de relecture du XX^e siècle qui épuise la réflexion dans un énoncé vide de sens avant même de l'avoir entamée ; une formule dans laquelle les jugements complexes et les évaluations contradictoires sur le siècle passé sont évacués.

De même la suppression de la catégorie de l'impérialisme — alors même que l'impérialisme n'avait jamais encore révélé à ce point sa force et son caractère impitoyable — en dit beaucoup sur l'approximation avec laquelle on procède dans l'innovation culturelle. Le risque est de tomber, comme cela est en train de se produire, dans des formulations très abstraites, presque idéalistes, qui rendent plus difficile l'analyse des conflits de classe et des classes mêmes, donc la pleine compréhension des conflits qui se déroulent aujourd'hui sur l'échiquier international.

- **La Gauche européenne** : ce projet, qui s'il n'avait pas été associé au choix gouvernemental aurait eu une tout autre signification, contient deux risques aujourd'hui : l'adaptation à une collaboration avec les forces de la gauche réformatrice ; le risque d'un relâchement des liens à l'intérieur du parti,

et donc de son existence en tant que protagonisme politique spécifique.

Un projet qui ne marche pas

L'hypothèse de construire un nouveau parti dit de la Gauche européenne ne nous convainc toujours pas. De plus, il a perdu une grande partie de son impulsion initiale et se trouve aujourd'hui dans un pétrin évident. Quatre éléments concourent à rendre ce parti peu attrayant :

1. L'hypothèse de sa construction était fondée sur la vague de croissance des mouvements sociaux, lors de l'heureuse époque de Gênes [manifestation contre le sommet G-8 en juillet 2001]. Elle avait alors une potentialité considérable. Il s'agissait en effet de construire une gauche réellement « alternative », alternative non seulement au libéralisme et au capitalisme, mais également à la gauche modérée et social-libérale. À Gênes, et à Florence un an après, cette identité était fortement marquée. Ce n'est pas un hasard si le PRC était alors partie prenante et intégrante de la Gauche anticapitaliste européenne, qui s'est constituée précisément en tant qu'alternative à la social-démocratie ; une alternative qui s'exprimait tant sur le plan parlementaire que gouvernemental.

Aujourd'hui, la Gauche européenne est essentiellement un projet qui vise l'option gouvernementale et qui sélectionne ses interlocuteurs potentiels et limite son champ d'action dans ce but. Aujourd'hui cette Gauche alternative là n'est plus alternative à la gauche modérée mais lui est complémentaire au gouvernement. C'est une nouveauté considérable et substantielle.

2. De cette condition découle le second élément qui a émergé sur la scène, l'articulation interne de l'Olivier [Alliance du centre gauche dirigée par Prodi, sans le PRC] et la possibilité d'une scission des DS [Démocrates de gauche]. Il s'agit d'une discussion qui tourne autour de l'identité socialiste et qui ouvre l'espace à une « refondation socialiste », visant à construire une nouvelle gauche à côté du Parti démocrate en train de se constituer [sur la base de l'Olivier]. Une « deuxième gauche » qui serait distincte de ce dernier, tout en lui étant attaché par la perspective gouvernementale et qui occuperait la place d'un socialisme plus ou moins radical. Dans ce projet, qui semble trouver des oreilles attentives dans le débat interne à la Gauche européenne et même au sein du PRC, non seulement « l'anomalie » communiste s'estomperait, mais les refondations de la gauche se produiraient sur la base d'une seule hypothèse : celle du « réformisme radical », qui a déjà largement démontré ce qu'il est. Aussi positive que soit sa démarcation du projet libéral du Parti démocrate, pour le PRC cela signifierait un important recul.

3. En troisième lieu, la gauche « européenne » est toujours plus italienne et moins européenne. La constitution du parti européen, en effet, ne s'accompagne pas d'une initiative adaptée à l'échelle continentale, ni en direction du mouvement ni par un engagement autonome. Et même la recherche d'une alternative anticapitaliste marque le pas dans ce projet, qui semble toujours plus se profiler comme complémentaire de celui de la gauche modérée et social-libérale. Que l'on pense aux difficultés énormes de la gauche radicale espagnole, à la dynamique conflictuelle, et pas toujours limpide, en France, aux compromissions de Die Linke en Allemagne avec la social-démocratie de Berlin, qui ont provoqué une lourde défaite électorale. La Gauche européenne devait naître en tant qu'un projet en mesure d'unifier les différentes gauches anticapitalistes européennes, mais à l'inverse sa naissance a vu notre parti abandonner le champ de la Gauche anticapitaliste en provoquant de nouvelles ruptures et méfiances.

4. Le quatrième élément de contradiction est que ce projet de Gauche européenne se pose objectivement en opposition au renforcement du PRC. Il n'est pas possible, dans un parti militant, de construire deux cadres, d'avoir deux identités, de porter deux casquettes à la fois. Soit nous construisons PRC, soit nous le dépassons pour construire un nouveau parti. Par contre, nous sommes dans la situation où le contenant (la Gauche européenne) se développe en opposition à son

contenu (PRC), avec des bribes du Parti — souvent dans les franges dirigeantes — qui construisent des morceaux de la Gauche européenne, et on ne comprend plus à quelle réalité ces derniers correspondent ou se réfèrent. Il serait bon que la Conférence d'organisation se prononce clairement.

Un projet anticapitaliste et non une « refondation socialiste »

Notre thèse est que la construction du « parti nécessaire » constitue notre projet central. Un parti de lutte et non de gouvernement, un parti enraciné socialement, engagé dans les mouvements sociaux, avec une dimension internationaliste, féministe, écologiste, anticapitaliste. Un parti européen, certainement, en mesure de construire une dimension européenne de la politique, adaptée au niveau de conflit, et d'affrontements, que l'unification libérale européenne impose aux travailleuses et aux travailleurs. Voilà le parti que nous voulons construire et c'est dans cette perspective que nous voulons renforcer Rifondazione comunista.

Rifondazione peut sans problèmes se dépasser mais seulement s'il conserve et élargit ces caractéristiques en intégrant de nouveaux militant-e-s et de nouveaux protagonismes. C'est pour cela que nous ne partageons ni ne voulons construire aucune hypothèse de « refondation socialiste ».

Rifondazione est né en 1991, et jusqu'à la fin 1998 il est resté dans une phase de résistance. La vraie refondation, la première tentative consciente de souder la résistance avec les nouveaux mouvements dans une perspective anticapitaliste, s'est affirmée avec Seattle et Gênes. Aujourd'hui, c'est la troisième étape qui est en jeu. Une troisième étape qui ne peut pas être celle du gouvernement, mais bien celle du renforcement de la perspective anticapitaliste et révolutionnaire. Si cette possibilité vient à manquer, Rifondazione mourra.

Un parti de lutte dans un Front unitaire antilibéral

La construction d'un parti anticapitaliste ne signifie en aucun cas qu'on ne puisse pas construire un Front antilibéral le plus vaste possible. Au contraire, cette perspective est la conséquence directe du travail accompli dans les mouvements de ces dernières années. Un Front antilibéral est avant tout social : la manifestation du 4 novembre [2006] contre la précarité en constitue un exemple évident. Rifondazione doit continuer à exercer sa fonction charnière de pivot des mouvements, à commencer par le mouvement pacifiste et contre la guerre, sans tergiverser. Les opportunités et l'exigence de ce rôle sont évidentes sur tous les fronts sur lesquels les mouvements sont aujourd'hui engagés.

Mais le Front unitaire peut se traduire également par un front politique adéquat et/ou institutionnel. Que l'on ne réussisse pas à produire une coordination entre les forces politiques antilibérales, des Verts au PdCI [Parti des communistes italiens], jusqu'à la gauche DS, est tout à fait contraire aux attentes, aux nécessités et aux possibilités de la période que nous vivons. Une coordination des forces dans un travail unitaire qui respecte les différences et l'autonomie de chacune des organisations politiques, mais qui soit en même temps capable d'obtenir des acquis pour les travailleurs et les travailleuses.

Nous travaillons donc pour le renforcement du « parti nécessaire », Rifondazione comunista, pour l'élargissement effectif de son rayon d'action et pour son renouvellement dans une optique anticapitaliste, pour la construction d'un vaste front politico-social — tant de mouvements qu'institutionnel —, pour renforcer le rôle du PRC et pour construire les conditions les plus favorables à l'affirmation des droits et des besoins du nouveau mouvement ouvrier que nous voulons construire.

P.-S.

* Traduction française de « solidaritéS » (Suisse). Après avoir reproduit la version française publiée par « solidaritéS », qui avait opéré des coupures, nous avons repris celle publiée dans Inprecor n° 526/527 d'avril-mai 2007, complétée par JM.

Version italienne :

www.brianzapopolare.it/sezioni/politica/socialcom20061217_cpn_doc_cannavo_conforg.htm

Notes

[1] Il s'agit des trois confédérations syndicales historiques. La CGIL (Confédération générale italienne du travail), la plus importante des trois, était durant des années dirigée par le PCI. La CISL (Confédération italienne des syndicats des travailleurs), deuxième centrale par importance, est issue d'une scission de la CGIL en 1948 animée par la Démocratie chrétienne. L'UIL (Union italienne du travail), issue également de la scission de 1948, fut liée au Parti socialiste italien.

[2] La FIOM (Fédération italienne des ouvriers et employés métallurgistes) est la plus importante des fédérations de branches de la CGIL. Depuis son dernier congrès, elle s'est positionnée à la gauche de la direction confédérale.